



## MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.)

Pouvoir adjudicateur :  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER

CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH  
191, av. du Doyen Gaston Giraud  
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

N° Affaire : **25A0240**

---

Objet de la consultation :  
**CONCEPTION ET CONSTRUCTION NEUVE D'UN HOPITAL DE JOUR/ CONSULTATIONS  
POLE CANCEROLOGIE, MEDECINE SUR LE SITE SAINT ELOI**

### LOT 1 – MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

---

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du Code de la Commande Publique

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER – Objet du marché</b>	<b>5</b>
1-1 Objet	5
1.2 Décomposition du marché public	6
1.2-1 Lots	6
1.2-2 Phases	6
1.3 Forme et durée	7
1.4 Coût prévisionnel des travaux	7
1.5 Maîtrise d'œuvre	7
1.6 Conduite d'opération	7
1.7 Ordonnancement, Pilotage, Coordination	7
1.8 Coordination Sécurité-Protection de la santé	8
1.9 Coordination S.S.I.	8
1.10 Cotraitance	8
1.11 Sous-traitance	8
1.12 Le respect des principes de la république (Laïcité et Neutralité)	8
1.13 Réexamen du marché public	8
1.13-1 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative	8
1.13-1.1 Evolution technologique ou technique	8
1.13-1.2 Evolution réglementaire ou législative	9
1.13.3 Evolutions du périmètre du marché public	9
1.13.3.1 Modification du périmètre du marché	9
1.13.3.2 Modification calendrier d'exécution	9
1.13.4 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)	9
1.13.5 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations	10
<b>Article 2 - Documents contractuels</b>	<b>10</b>
<b>Article 3 – Utilisation des résultats</b>	<b>11</b>
<b>Article 4 - Modalités d'exécution</b>	<b>11</b>
4.1 Eléments de mission	11
4.2 Accord-Cadre à Bons de Commande	13
4.3 Ordres de service	14
<b>Article 5 - Conditions générales du contrôle</b>	<b>14</b>
5.1 Conditions d'exécution du contrôle	14
5.2 Visite initiale	14

<b>Article 6 - Responsable technique du contrôle</b>	<b>14</b>
<b>Article 7 - Durée des interventions</b>	<b>14</b>
<b>Article 8 - Rémunération</b>	<b>14</b>
<b>Article 9 - Délais-Pénalités</b>	<b>15</b>
9.1 Délais de remise des documents	15
9.2 Pénalités	16
9.2-1 Pénalités pour retard dans les interventions et délais d'exécution	16
9.2-2 Pénalités pour retard dans la remise des documents	16
9.2-3 Pénalités pour absence aux réunions et aux visites inopinées	17
9.2-4 Pénalités pour absence de présentation d'un remplaçant qualifié ou en cas de rupture de continuité de service dans le cadre de sa mission	17
9.2-5 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	17
9.2-6 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	17
9.3 Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	17
9.3-1 Pénalités relatives à la déclaration de détachement	17
9.3-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	18
9.4 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	18
9.5 Pénalités applicables pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	18
9.6 Pénalités pour non-respect des principes de la République	18
9.7 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale	18
<b>Article 10 - Modalités de détermination des prix</b>	<b>18</b>
10.1 Répartition des paiements	18
10.2 Contenu des prix	18
10.3 Prix de règlement	19
10.4 Formule de révision	19
10.5 Arrêt d'une série chronologique d'indices	20
<b>Article 11 - Avance</b>	<b>21</b>
<b>Article 12 – Acomptes et paiements partiels définitifs</b>	<b>21</b>
<b>Article 13 - Paiement établissement de la facture</b>	<b>21</b>
13.1 Mode de règlement	21
13.2 Présentation des demandes de paiement :	21
13.3 Intérêts moratoires	24
13.4 Retenue de garantie	25
<b>Article 14 – Obligations en matière de Développement Durable</b>	<b>25</b>
<b>Article 15 - Arrêt des prestations en cours d'exécution</b>	<b>25</b>

<b>Article 16 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger</b>	<b>25</b>
<b>Article 17 – Litiges et Différends</b>	<b>25</b>
17-1 - Différends	25
17-2 - Attribution de compétence	25
<b>Article 18 - Résiliation et exécution par défaut</b>	<b>26</b>
18.1 Résiliation	26
18.2 Exécution par défaut	26
18.3 Sauvegarde, Redressement et liquidation judiciaire	26
<b>Article 19 – Imprévision et circonstances imprévisibles</b>	<b>27</b>
19.1 Obligation d'information	27
19.2 Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)	27
19.3 La suspension du marché	27
19.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	28
19.5 Prolongation du marché	28
<b>Article 20 - Obligations du titulaire</b>	<b>28</b>
20.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion	28
20.2 Modifications des données administratives (clause de réexamen)	29
20.3 Obligations de confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité	29
20.4 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	29
<b>Article 21 - Assurances</b>	<b>30</b>
<b>Article 22 - Dématérialisation de l'exécution des marchés</b>	<b>30</b>
<b>Article 23 - Dérogations aux documents généraux</b>	<b>30</b>

### 1-1 Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Par ailleurs, a été constituée une direction commune entre le CHU de Montpellier, le CH de Clermont l'Hérault et l'EHPAD Jean Périquier en date du 03 juillet 2025.

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Procédure adaptée, passée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1 et des articles R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique, portant sur les prestations désignées ci-après :

#### CONCEPTION ET CONSTRUCTION NEUVE D'UN HOPITAL DE JOUR/ CONSULTATIONS POLE CANCEROLOGIE, MEDECINE SUR LE SITE SAINT ELOI

##### LOT 1 – MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

L'opération concerne uniquement le CHU de Montpellier et, est réalisée dans le cadre d'un Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

Le projet permettra la réunification en un bâtiment unique des activités HJ (hôpital de jour) et CS (consultations) de plusieurs services du pôle cancérologie, médecine interne et immunologie.

L'opération s'implantera en lieu et place de l'actuel bâtiment 10 de Saint-Eloi. Ce dernier s'implante sur 3 niveaux (rez-de-chaussée bas, rez-de-chaussée et étage R+1) et a été libéré de toute occupation en 2025.  
La démolition du bâtiment 10 ne sera pas comprise dans la présente opération. Elle sera réalisée au préalable afin d'aménager temporairement des places de stationnement véhicules complémentaires sur le site de Saint- Eloi (date prévisionnelle des travaux : de juin à décembre 2025).

### Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé
<b>L</b>	<b>Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;</b>
<b>LE</b>	<b>Solidité des existants</b>
<b>Av</b>	<b>Mission Av relative à la stabilité des avoisinants ;</b>
<b>P1</b>	<b>Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;</b>
<b>S</b>	<b>Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions (mission SEI pour des établissements recevant du public) ;</b>
<b>HAND</b>	<b>Mission HAND relative au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées y compris rédaction de l'attestation relative à l'accessibilité des personnes handicapées ;</b>
<b>F</b>	<b>Fonctionnement des installations</b>
<b>PS</b>	<b>Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;</b>
<b>Pha</b>	<b>Isolation acoustique des bâtiments</b>
<b>Th</b>	<b>Mission Th, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie</b>
<b>VIEL</b>	<b>Mission VIEL Visite Initiale, suivant le décret N°88-1056 et ses arrêtés d'application ;</b>
<b>BRD</b>	<b>Mission BRD relative au transport des brancards dans les constructions</b>
<b>RVRAT</b>	<b>Rapport de vérification réglementaire après travaux</b>
<b>Attestation sismique</b>	<b>Rédaction de l'attestation PC 12 à joindre au dossier de demande de Permis de Construire = Attestation sismique – annexe 1 à l'arrêté du 22 décembre 2023</b>

Pour rappel :

Code de la construction et de l'habitation - Article L111-25, modifié par Ordonnance n°2008-507 du 30 mai 2008 - art. 12 :  
"L'activité de contrôle technique est soumise à agrément. Elle est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage."

## 1.2 Décomposition du marché public

### 1.2-1 Lots

Le marché public est décomposé en 2 lots définis comme suit :

Lot n°1 – Mission de Contrôle Technique (CT)

Lot n° 2 – Mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Le présent CCP a pour objet les missions du lot 1 Contrôle Technique.

### 1.2-2 Phases

Le marché fait l'objet de plusieurs phases et sous-phases ;

#### Phase Consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation :

Avis sur le Programme et ses annexes

Analyse des offres des candidats sélectionnés (offres initiales et finales négociées)

Participation aux réunions de mise au point avec l'attributaire

## Phase Etudes de Conception et d'exécution :

Sous-Phase 1 : Etudes d'Avant-Projet (mise au point APS, APD et les différentes démarches administratives pour obtenir le Permis de Construire et autres dossiers administratifs nécessaires au projet)

Sous-Phase 2 : Etudes de projet (PRO)

Sous-Phase 3 : Etudes d'Exécution (cette sous-phase débute en phase Conception mais se poursuit tout au long de la phase réalisation)

## Phase Réalisation des Travaux :

Sous-Phase 4 : Réalisation des travaux et Réception

Sous-Phase 5 : VIEL, Rapport Final de Contrôle Technique, GPA

### 1.3 Forme et durée

Chaque lot fera l'objet d'un marché conclu pour une durée prévisionnelle de **53 mois** à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. La date prévisionnelle de commencement des prestations du lot 1 « CT » est fixée au mois de **janvier 2026**.

La durée du marché se décompose comme suit :

Consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation : 10 mois (janvier/ octobre 2026) – durée prévisionnelle

Etudes de conception (consolidation APS/DIAG, AVP1/AVP2\*, PRO) : 10 mois

Réalisation des travaux : 21 mois (compris études EXE, préparation chantier, OPR et levée de réserves)

Garantie de Parfait Achèvement : 12 mois

*\*AVP1 : Autorisations administratives (établissement des demandes, dossiers complémentaires et déclarations nécessaires, relevant de la compétence de la maîtrise d'oeuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire ainsi que l'assistance apportée au Maître d'Ouvrage au cours de leur instruction, jusqu'à leur obtention)*

*AVP2 : APD - Etudes d'Avant-Projet Définitif*

### 1.4 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel du marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation est estimé à 14 300 000 € HT (valeur juillet 2025)

### 1.5 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement titulaire du marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

### 1.6 Conduite d'opération

Le CHU de Montpellier a nommé un ATMO (Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage) qui assistera le CHU depuis la réalisation du Pré-Programme jusqu'à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement. Cette mission est confiée au groupement : **AzMO (mandataire) - CVS**. Il agira également comme conducteur d'opération.

### 1.7 Ordonnancement, Pilotage, Coordination

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) sera confiée au groupement du marché Global Sectoriel de

## **1.8 Coordination Sécurité-Protection de la santé**

En cours de désignation dans le cadre du lot 2 de la présente consultation.

## **1.9 Coordination S.S.I.**

La mission CSSI sera confiée au groupement du marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation.

## **1.10 Cotraitance**

Les candidats peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence. Tout groupement retenu devra prendre la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

## **1.11 Sous-traitance**

Le titulaire d'un marché public de services ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre I relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

## **1.12 Le respect des principes de la république (Laïcité et Neutralité)**

Sans objet

## **1.13 Réexamen du marché public**

### **1.13-1 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative**

#### **1.13-1.1 Evolution technologique ou technique**

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI.



### 1.13-1.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Application de l'article 6.2 du CCAG PI : Changement de la réglementation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marchés public par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Application de l'article 7.2 du CCAG PI : En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marchés public par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1°, R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

### 1.13.3 Evolutions du périmètre du marché public

#### 1.13.3.1 Modification du périmètre du marché

Le périmètre des missions de contrôle technique (article 1-1 du présent CCP) confié au titulaire est susceptible d'évoluer en cours de marché public en fonction de la conception de bâtiment.

Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

#### 1.13.3.2 Modification calendrier d'exécution

Le calendrier d'exécution est susceptible de varier durant l'exécution du marché public en ce qui concerne les délais des phases « Etudes de conception » et « réalisation de travaux » qui peuvent évoluer en fonction de la conception du bâtiment et des aléas de chantier.

Le nouveau calendrier/phasage sera notifié au titulaire par le RPA.

### 1.13.4 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,

Cas de décès d'un cotraitant,

Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

- Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;
- L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit
- Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités. -

L'acheteur se prononce dans les 21 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.  
Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

En application de l'Article 3.5.4 du CCAG PI. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

### 1.13.5 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée (dans l'offre du titulaire) et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1. du CCAG PI. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

## Article 2 - Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, **par dérogation** à l'article 4 du CCAG-PI :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes complétées :
  - l'annexe 1 (décomposition du Prix et du Temps d'intervention)
  - la décision du pouvoir adjudicateur
  - le cadre des échanges le cas échéant
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (lot 1) et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi :
  - Annexe 1 : Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers
  - Annexe 2 : Les recommandations du Comité de Lutte contre l'Infection Nosocomiale (CLIN)
  - Annexe 3 : La Convention d'Interchange relative à l'utilisation de la plateforme « E-Project »
  - Annexe 4 : Développement durable

- L'Annexe B « Informations relatives à l'ouvrage »
- Le Programme de l'opération (fonctionnel et Technique) (Tome 1 à 3)
- Les PTD CHU
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret N° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles issu du texte n° 21 de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- l'offre technique du titulaire (comprenant le cadre de réponse)

**Par dérogation** à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

**NOTA :** Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

### Article 3 – Utilisation des résultats

Il sera fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI.

### Article 4 - Modalités d'exécution

#### 4.1 Eléments de mission

Les éléments de mission sont détaillés ci-dessous :

##### Elément 1 – Consultation du Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation

- Avis sur le Programme et ses annexes
- Analyse des offres des candidats sélectionnés (offres initiales et offres finales négociées) niveau APS – examen des dossiers de conceptionX
- Participation aux réunions de mise au point avec l'attributaire

##### Elément 2 - Examen des documents de mise au point (niveau APS) du lauréat se concrétisant par l'élaboration d'un Rapport de Contrôle Technique

- Examen des documents techniques de la phase mise au point APS et l'ensemble des annexes, participation à des réunions de mises au point techniques
- Pour l'ensemble des missions confiées, examen du dossier de conception phase mise au point APS/marché
- Elaboration du rapport de contrôle technique mis à jour à partir du dossier mise au point APS

##### Elément 3 – Suivi de la phase AVP<sub>1</sub>/AVP<sub>2</sub> et examen des documents de conception se concrétisant par l'élaboration d'un Rapport de Contrôle Technique

- Avis sur les compléments de diagnostic du groupement.

- Examen de la demande d'autorisation ICPE (2340 et 2910) et de la cohérence du dossier avec la demande.
- Examen de la notice d'accessibilité aux personnes handicapées prévue par la réglementation relative aux Etablissements recevant du public.
- Avis sur l'ensemble des documents du permis de construire
- Examen des documents techniques de la phase conception en vue de l'élaboration du Rapport sur APD, participation à des réunions de mises au point techniques

#### Elément 4 – Suivi de la phase PRO et examen des documents de conception se concrétisant par l'élaboration d'un Rapport Initial de Contrôle Technique

- Examen des documents techniques de la phase conception en vue de l'élaboration du Rapport Initial provisoire de Contrôle Technique, participation à des réunions de mises au point techniques
- Pour l'ensemble des missions confiées, examen du dossier de conception PRO
- Elaboration du Rapport Initial de Contrôle Technique à partir du dossier PRO

#### Elément 5 – Examen des documents d'exécution

Pour l'ensemble des missions confiées :

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle
- Participation aux réunions de chantier en phase études (conception et exécution)
- Mise à jour du Rapport Initial de Contrôle Technique

#### Elément 6 – Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle

- Examen (avec compte rendu) des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792.1-1° du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle
- Participation impérative aux **réunions hebdomadaires de chantier**
- Examen visuel avec rédaction d'un compte-rendu écrit des **visites inopinées** sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle en dehors des réunions de chantier hebdomadaires
- 

#### Elément 7 – Préalable à la réception et élaboration du Rapport Final de Contrôle Technique et des attestations

- Elaboration du rapport de vérifications techniques réglementaires relatif à la sécurité incendie (RVRAT) et des attestations réglementaires (parasismique, thermique)
- Elaboration de l'attestation relative à l'accessibilité des personnes handicapées, assistance aux visites de la Commission d'accessibilité, conformément au décret n°2006-555 du 17 mai 2006 dans les 15 jours suivant l'achèvement des travaux,
- Assistance aux pré-visites et visites de la Commission de sécurité (le SDIS sera invité par la MOA)
- Elaboration d'un Rapport Final provisoire de Contrôle Technique
- Participation à l'ensemble des réunions et des visites techniques liées aux levées de réserves
- Elaboration du Rapport Final définitif de Contrôle Technique après levée des réserves

#### Elément 8 – Examen des travaux effectués pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement

- Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui ont fait l'objet de travaux effectués durant la période de Garantie de Parfait Achèvement
- Pour l'exécution de cette phase, le maître d'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués

#### Elément 9 – Vérification avant mise sous tension et vérification initiale des installations électriques

- Inspection et vérification des installations, conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et à l'arrêté du 10 octobre 2000

- Elaboration du rapport de visite initial des installations électriques, conformément au décret n°88-1056 14 novembre 1988 et à l'arrêté du 10 octobre 2000

Le rapport VIEL devra comporter les schémas électriques des installations vérifiées.



La participation à la présentation du projet au SDIS, aux visites de la Commission de sécurité et aux réunions préparatoires avec la maîtrise d'ouvrage et l'ATMO sur ces sujets sont à prévoir par le contrôleur technique dans le cadre de sa mission.

**Cette participation est obligatoire.**

De plus le contrôleur technique devra prévoir des contre-visites à l'issue de la mission VIEL pour laquelle il est missionné afin de procéder à la levée de l'ensemble des observations éventuelles.

Il en sera de même à la remise du rapport final de contrôle technique dès lors que des observations auront été faites.

La mission du contrôleur technique comporte également les éléments suivants :

Eléments de mission	Temps minimum passés
Participation, aux réunions de travail depuis la phase programme jusqu'à la mise au point du marché avec le titulaire du marché de conception-réalisation	Au minimum Cinq (05) réunions de 2 heures
Participation aux réunions de chantier en phase études (conception et exécution)	Au moins une (01) réunion de 4 heures minimum tous les mois pendant <u>10 mois</u>
Participation aux réunions de chantier en phase chantier :	Au moins une réunion sur site de 2 heures minimum toutes les semaines en phase de travaux et mise en service pendant <u>21 mois</u> comprenant la période de préparation et réception Chaque participation fera l'objet d'un compte rendu de visite.
Visites inopinées : Présence sur le chantier en dehors des réunions de chantier (jour distinct du jour de la réunion de chantier)	Au moins une visite sur site de 1 heure minimum deux fois par mois en phase de travaux et mise en service pendant 19 mois comprenant la période de préparation. Chaque visite fera l'objet d'un compte rendu de visite.
Nombre forfaitaire de vacations et de déplacements pendant la période de garantie de parfait achèvement :	Quatre vacations de 2 heures chacune minimum



**Les temps et nombres de visites indiqués ci-dessus (phases études et phase chantier) sont donnés à titre indicatif et sont des minimas à respecter.** Il appartient néanmoins au contrôleur technique d'estimer au plus juste les temps consacrés, qu'il lui semble nécessaire pour la bonne exécution de sa mission au regard des obligations légales et de ses obligations professionnelles.

Lors de ces réunions, il remettra au maître de l'ouvrage le compte rendu mensuel d'avancement de l'exécution de sa mission et notamment l'état, à jour et exhaustif, des avis émis. Il devra mettre en place un suivi des avis documentaires clairs et précis qui devra être validé par le Maître d'ouvrage.

Pour des questions de commodités, il est admis qu'un mois est composé de 4 semaines.

#### 4.2 Accord-Cadre à Bons de Commande

Sans objet.

### 4.3 Ordres de service

Par **dérogation** à l'article 2 du CCAG-PI, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

## Article 5 - Conditions générales du contrôle

### 5.1 Conditions d'exécution du contrôle

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique approuvé par le décret N°99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100.

En outre, les conditions suivantes seront appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour informer, dès l'origine, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;

### 5.2 Visite initiale

A l'issue des travaux, le contrôleur technique devra remettre le rapport de vérification initiale conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et l'arrêté du 10 octobre 2000.

## Article 6 - Responsable technique du contrôle

Dans le cadre de sa mission de contrôle technique, le titulaire a présenté dans son offre les personnels intervenants. En cas d'indisponibilité du/des personnels désignés dans l'offre, le remplacement de ces personnes s'applique selon les modalités prévues à l'article 1.13.5 du présent CCP.

## Article 7 - Durée des interventions

Le début de l'intervention du contrôleur technique démarre à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, ou de la levée de réserves de réception constatées après procès-verbal et ce à la plus tardive des deux dates.

## Article 8 - Rémunération

Le contrôleur technique est rémunéré sur les conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ce mois est appelé mois 0.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un **prix global forfaitaire**. Cette rémunération comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission (**c'est à dire notamment les coûts concernant les temps de présence minimaux imposés et les heures supplémentaires s'il y a lieu**. Ces dernières font partie intégrante du prix global et forfaitaire et ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une rémunération complémentaire).

## Article 9 - Délais-Pénalités

### 9.1 Délais de remise des documents

Les délais relatifs à la remise des différents documents sont les suivants :

Document à établir	Délai d'établissement en jours calendaires	Fait générateur
<b>Phase Concours « Marché Global Sectoriel de Conception-Réalisation »</b>		
Avis sur le programme et ses annexes	dix (10) jours	Date de réception du document à examiner
Analyse sur les offres des candidats sélectionnés (offres initiales et offres finales négociées)	dix (10) jours	Date de réception du document à examiner
Avis sur la mise au point avec le candidat	sept (07) jours	Date de la réunion de négociation considérée
<b>Phase Conception</b>		
Avis sur les études d'avant-projet (AVP), avis du PC et autres démarches administratives	quatorze (14) jours	Date de réception du document à examiner
Avis sur les documents techniques des études de projet (PRO)	quatorze (14) jours	Date de réception du document à examiner
Rapport initial de contrôle technique (RICT)	Trente (30) jours	Date de démarrage de la phase PRO
Avis sur les compléments éventuels aux études de projet (PRO)	sept (07) jours	Date de réception du document à examiner
Mises à jour du RICT en phase études d'exécution	sept (07) jours	Date de réception du document à examiner
<b>Phase Réalisation</b>		
Compte-rendu de participation à des réunions de mise au point des documents d'exécution et de synthèse relatifs aux ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle	deux (02) jours	Date de la réunion
Visa des documents d'exécution et de synthèse	sept (07) jours	Date de réception du document à examiner
Compte-rendu d'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle	cinq (05) jours	Date de réception du document à examiner

Document à établir	Délai d'établissement en jours calendaires	Fait générateur
Compte-rendu d'examen visuel à l'occasion de chaque visite de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle	trois (03) jours	Date de visite sur site
Compte rendu de synthèse des opérations de recette	cinq (05) jours	A chaque achèvement d'ensemble cohérent de recettes
Rapport final provisoire	dix (10) jours	Date de la transmission de la demande de mise à disposition
Rapport final de contrôle technique (RFCT)	dix (10) jours	Date de la transmission de la demande de réception
Avis sur les ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement (levée de réserves, etc...)	cinq (05) jours	Date de réception du document à examiner ou de visite sur site
Compte-rendu d'examen visuel à l'occasion de visites, pendant la période de parfait achèvement (vacations), des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle	Cinq (05) jours	Date de visite sur site
Rapport de vérification Initiale des Installations Electriques	Quinze (15) jours	A chaque mise à disposition, date de mise à disposition des exploitants

**Tous les documents sont à fournir par voie électronique directement à l'ensemble des intervenants concernés (sans limite de nombre)**

## 9.2 Pénalités

### 9.2-1 Pénalités pour retard dans les interventions et délais d'exécution

**En application de** l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent. il sera appliqué, une pénalité de retard de 300 € net par jour calendaire de retard.

- a) Retard par rapport à la date d'intervention
- b) Retard par rapport au délai d'exécution

**Par dérogation** à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

**Par dérogation** à l'article 14.1.3, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

### 9-2-2 Pénalités pour retard dans la remise des documents

**En application de** l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des



retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent. il sera appliqué, une pénalité de retard de 300 € net par jour calendaire de retard dans la remise des documents définis à l'article 9-1 du présent CCP.

### 9.2-3 Pénalités pour absence aux réunions et aux visites inopinées

La pénalité est fixée à 500 € net par absence aux réunions et par absence aux visites inopinées dont le rythme a été fixé à l'article 4.1 du présent CCP.

**Toute absence à plus de 3 réunions de chantier et/ou à plus de six visites inopinées laissera la possibilité au CHU de résilier le marché aux torts exclusifs du cocontractant et ce sans indemnité.**

### 9.2-4 Pénalités pour absence de présentation d'un remplaçant qualifié ou en cas de rupture de continuité de service dans le cadre de sa mission

La pénalité est fixée à 500 € net par jour calendaire d'absence de désignation d'un nouveau contrôleur technique qualifié ou de rupture de la continuité de service, et ce en plus des pénalités prévues à l'article 9-2-1 du présent CCP.

### 9.2-5 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le maître d'ouvrage. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1 500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le maître d'ouvrage interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support

### 9.2-6 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 € net.

Passé le délai d'1 mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

## 9.3 Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

### 9.3-1 Pénalités relatives à la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

### 9.3-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage.

### 9.4 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

### 9.5 Pénalités applicables pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros net par manquement constaté.

### 9.6 Pénalités pour non-respect des principes de la République

Sans objet

### 9.7 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Se reporter à l'annexe4 du CCP « développement durable »

## Article 10 - Modalités de détermination des prix

### 10.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants .

Dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques : à l'entrepreneur mandataire titulaire et ses cotraitants.

En cas de sous traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous traitance.

### 10.2 Contenu des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations (reprographie, secrétariat, frais de déplacement sur site, assurances). Il est entendu que le nombre d'heures sur site chiffré correspondra à des heures effectivement réalisées sur le site. Les heures liées aux déplacements n'auront pas à être chiffrées car intégrées dans le coût horaire sur site.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission (**c'est à dire notamment les coûts concernant les temps de présence minimaux imposés et les heures supplémentaires s'il y a lieu.**

**Ces dernières font partie intégrante du prix global et forfaitaire et ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une rémunération complémentaire)**

Pour le contrôleur technique, le prix tient compte des interventions éventuelles au cours de la période de parfait achèvement.

Le forfait de rémunération reste inchangé en cas d'évolution de la durée des travaux, dans la limite de 3 mois supplémentaires par rapport à la durée mentionnée à l'article 1.3 du présent CCP.

Au-delà de 3 mois, le forfait de rémunération sera revalorisé et il sera appliqué par mois supplémentaire le prix forfaitaire mensuel fixé à l'acte d'engagement (montant « coût mensuel »). Toutefois, seules ouvrent droit à une revalorisation les durées effectives de chantier, déduction faite des périodes d'arrêt de chantier.

Nota :

L'augmentation du montant des travaux en cours de chantier n'entraîne pas automatiquement une augmentation de rémunération du titulaire.

### 10.3 Prix de règlement

Le marché public est conclu à prix révisables.

### 10.4 Formule de révision

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des études faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie** publié sur le site de l'INSEE : [Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 | Insee..](#)

Les prix des prestations sont révisables à la date anniversaire de la notification du marché public selon la formule suivante :

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I / I_0)$$

Dans laquelle les paramètres  $I_0$  et  $I$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (mois de la date limite de remise des offres) et la valeur finale de l'indice à la date de demande de révision (dernier indice connu). Les indices utilisés seront les derniers indices connus.

$P$  : représente le prix révisé

$P_0$  : représente le prix initial

$I$  : représente la valeur finale de l'indice à la date de demande de révision

$I_0$  : représente la valeur finale de l'indice à la date limite de remise des offres / mois de la date limite de remise des offres finales

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

\* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

\* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

## 10.5 Arrêt d'une série chronologique d'indices

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices :

### 3 cas

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t :  $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement  $C_r$  est alors calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

$V_a$  représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

$V_p$  représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

$V_a$  représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

$V_p$  représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public XX

## Article 11 - Avance

Le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

### Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

L'avance sera résorbée au prorata de l'avancement dès le premier acompte/paiement et devra être remboursée en totalité lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 90 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Montant cumulé de la résorption = Montant de l'avance x (% d'avancement des prestations/90)

## Article 12 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du Code de la Commande Publique.

## Article 13 - Paiement établissement de la facture

### 13.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique.

L'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois minimum. Le montant de chaque acompte sera vérifié par le représentant du pouvoir adjudicateur en considération de l'avancement des prestations (études : conception/ chantier : travaux) comprenant la validation préalable des rendus/avis; l'acompte fera ressortir les prestations réalisées objet de l'acompte.

Pour le versement du solde, le contrôleur technique adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

### 13.2 Présentation des demandes de paiement :

**Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et selon les modalités définies ci-dessous.**

Les demandes de paiement devront être présentées en cumulé et faire apparaître distinctement pour chaque élément de mission :

- l'avancement cumulé,
- les sommes déjà réglées,
- le montant de l'acompte à verser.

## 1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

## 2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Afin de sécuriser et fiabiliser la gestion des marchés de travaux, le CHU de Montpellier a décidé la mise en œuvre d'une plateforme de gestion financière des marchés, plate-forme collaborative de gestion de projets de constructions avec un module de gestion financière des marchés.

Le système retenu est le système « E-Project » de la Sté « FORMI-SA » comprenant un module de gestion financière des marchés.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au Maître d'Ouvrage et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation E-Project.

CETTE PLATEFORME DE GESTION FINANCIERE FERA LE LIEN AVEC CHORUS PRO COMME CELA EST EXPLICITE CI-DESSOUS

### Obligation du titulaire, des cotraitants et des sous-traitants

Les titulaires des marchés subséquents ont l'obligation d'utiliser, les systèmes d'échange électronique et de gestion financière des marchés selon la convention d'Interchange.

Chaque entreprise devra désigner et former au moins un opérateur chargé d'utiliser le service d'échange.

La DPGF devra obligatoirement être fournie au format compatible avec la plate-forme avant le début de la facturation de leur marché.

Ce format sera communiqué dès la signature du marché.

Le dépôt de la DPGF sera effectué sur la plate-forme par l'entreprise, l'acceptation de la DPGF donnera à l'entreprise la possibilité de déposer sa situation.

Chaque entrepreneur pourra donc :

- Consulter les conditions financières de leur marché et leur DPGF
- Présenter leurs situations par saisie de leur avancement des prestations et des montants à payer à leurs cotraitants et sous-traitants
- Communiquer le numéro de la facture déposée sous CHORUS à la plateforme E-Project
- S'appuyer sur les calculs effectués pour l'élaboration du décompte mensuel. Il devra vérifier ces calculs et les coefficients de révision éventuellement utilisés
- Transmettre l'état d'acompte pour approbation

Afin de remplir ses obligations envers le Code de la Commande Publique, présentés ci-dessus, l'entreprise titulaire devra déposer sa situation dans Chorus et communiquer le numéro de la facture à l'application E-Project lors du dépôt de la situation.

Les éventuels cotraitants et sous-traitants devront faire de même selon leur obligation par rapport à l'obligation de dépôt dans CHORUS.

Le SIRET de la MOE à communiquer lors du dépôt de la facture de travaux dans CHORUS sera le Siret de la société FORMI-SA société éditrice de la plate-forme E-Project.

#### Traitement du Flux Chorus à travers E-Project.

Afin de faciliter la gestion des factures déposées dans Chorus par le CHU, la plateforme E-Project dialogue avec l'application CHORUS de l'ETAT pour suivre les circuits de validation de la facture de situation dans CHORUS.

**L'état CHORUS de l'ensemble de factures dont le numéro aura été communiqué à E-Project sera disponible sur la plate-forme E-Project.**

- Dépôt de la facture dans CHORUS

Lors du dépôt des factures dans CHORUS, l'entreprise est dans l'obligation de préciser le numéro SIRET de la MOE. Le numéro SIRET à renseigner est celui de FORMI-SA, la société éditrice de la plateforme E-Project.

Grace à cette information, CHORUS n'attendra pas la validation des services faits ; cette validation se fera directement sur la plateforme E-Project.

- Dépôt de la situation dans E-Project

L'entreprise doit indiquer à E-Project le numéro de la facture déposée dans CHORUS lors du dépôt de la situation.

E-Project vérifie alors que cette facture existe bien dans CHORUS en tant que facture déposée par l'entreprise

- Dépôt par le maître d'ouvrage en fin de validation

Suite à la validation de la situation dans E-Project, le maître d'ouvrage peut déposer dans CHORUS, de manière totalement automatique, le montant final validé.

E-Project produit alors un « dossier de facturation » associant la première facture et la facture validée qu'il transmet à CHORUS comme étant la facture finale à payer.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (TRVX) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU (TRVX).

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

**Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.**

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier.

#### **Dispositions particulières concernant le Décompte Général et Définitif (DGD) :**

Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce Décompte Général lui a été notifié, le titulaire-dépose sur la plateforme le décompte général.

Le Décompte Général est rematérialisé.

Si la signature du Décompte Général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le Décompte Général et Définitif du marché public. La date de sa notification au Maître d'Ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'Ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du Décompte Général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43.1 du CCAG-PI.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du Décompte Général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

**Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.**

### **13.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.



Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :  
le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

### **13.4 Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie

## **Article 14 – Obligations en matière de Développement Durable**

Se reporter à l'annexe 4 du CCP « Développement durable »

## **Article 15 - Arrêt des prestations en cours d'exécution**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases et sous-phases telles que définies à l'article 1-2-2 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution de l'étude entraîne la résiliation du marché dans les conditions des articles 38.3 et 41.2 du CCAG-PI.

## **Article 16 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.  
La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.  
Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **Article 17 – Litiges et Différends**

### **17-1 - Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 43 du CCAG-PI.

### **17-2 - Attribution de compétence**

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

### 18.1 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, lorsque la poursuite de l'exécution des prestations implique une modification substantielle du marché ou supérieure à 50% de son montant initial. ...). Conformément aux dispositions de l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 3 du CCAG PI.

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, le représentant de l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 43.1 du CCAG PI.

### 18.2 Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

### 18.3 Sauvegarde, Redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## Article 19 – Imprévision et circonstances imprévisibles

### Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat

#### 19.1 Obligation d'information

En cas d'événement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution du marché, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

#### 19.2 Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire : devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

#### 19.3 La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution

En application de l'article 24 du CCAG PI, Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG PI.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

#### **19.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché**

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché. Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait des circonstances imprévisibles.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'exécuter son marché au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

#### **19.5 Prolongation du marché**

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

### **Article 20 - Obligations du titulaire**

#### **20.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion**

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5. Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

- 2° Sa nationalité ;  
3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

## **20.2 Modifications des données administratives (clause de réexamen)**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

**Centre Bellevue**  
**Direction des Achats et Approvisionnements**  
**Gestion des Marchés de Travaux**  
**1, place Jean Baumel**  
**34295 Montpellier**  
**M. Franck Vidal**  
[f-vidal@chu-montpellier.fr](mailto:f-vidal@chu-montpellier.fr)

Et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le pouvoir adjudicateur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

## **20.3 Obligations de confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité**

Il est fait application des dispositions de l'article 5 du CCAG PI

Destruction des données :

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la res-titution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

## **20.4 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier**

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité. Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

## Article 21 - Assurances

Le marché ne sera notifié que lorsque le maître d'ouvrage sera en possession d'une copie de l'attestation d'assurance **par dérogation** à l'article 9-2 du CCAG-PI.

En cours d'exécution du marché, dans un délai de sept jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, le contrôleur technique doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire civile, professionnelle et décennale **par dérogation** à l'article 9-2 du CCAG-PI.

Le contrôleur technique devra fournir, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra fournir une attestation semblable à la date d'ouverture du chantier et à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police supplémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Le défaut d'assurances entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du contrôleur technique.

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurances de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurance devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

## Article 22 - Dématérialisation de l'exécution des marchés

Le profil d'acheteur et la plateforme E-PROJECT pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

En application de l'article 3 du CCAG PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## Article 23 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent Cahier des Clauses Particulières sont apportées aux articles suivants du CCAG-PI :

Dérogation par l'article 1.13.1.1 du CCP à l'article 38 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 2 du CCP aux articles 4 et 4.2.1 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 4.3 du CCP à l'article 2 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 9.2.1 du CCP aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 18.1 du CCP aux articles 36 et 41.5 du CCAG-PI

Dérogation par l'article 21 du CCP à l'article 9.2 du CCAG-PI